

La société inclusive Vague 5

Note de synthèse

Les PEP

Auteurs Kantar Public

Emmanuel RIVIERE
Eddy VAUTRIN-DUMAINE
Marion PETIT

Février 2019
70YJ66 © Kantar Public

Cette note a été rédigée dans le respect des procédures Qualité de Kantar Public.

Elle a été validée par :
Emmanuel RIVIERE
Directeur



La cinquième vague du baromètre de la société inclusive confirme le constat fait depuis le début de ce baromètre, à savoir la perception d'une société française jugée inégalitaire par une grande majorité des Français et qui reste profondément marquée par la question de l'emploi, de l'accès aux soins et du logement.

A l'approche des élections européennes qui auront lieu en France le 26 mai 2019, les Français se montrent partagés sur la perception de la construction européenne de manière générale mais aussi, de manière plus précise, la politique d'accueil et d'intégration des migrants.

Le constat d'une société française très inégalitaire s'intensifie

Si la part des Français jugeant la société française inégalitaire se maintient à un niveau stable et élevé (78%, +2 points par rapport à 2017), ils sont, cette année, plus nombreux à la considérer comme très inégalitaire (28%, +6 points). Un jugement particulièrement partagé par les personnes âgées (83% des Français âgés de 65 ans et plus estiment que la société française est inégalitaire) et les sympathisants du Rassemblement national (83%). A l'inverse, les sympathisants de la République en marche, les jeunes (moins de 25 ans) et les catégories socioprofessionnelles supérieures se montrent plus optimistes avec respectivement 35%, 27% et 24% qui jugent la société française égalitaire (contre 18% auprès de l'ensemble des Français).

La situation est d'autant plus préoccupante que **les inégalités ressenties restent celles considérées comme les plus graves, à savoir l'emploi, la possibilité de se soigner correctement et le logement.** Bien qu'elles apparaissent moins graves aux yeux des Français cette année, 55% (-5 points¹) des Français interrogés considèrent que les inégalités les plus graves sont celles dans le domaine de l'emploi et 52% (-5 points¹) celles liées l'accès aux soins. Le logement conserve quant à lui sa troisième place, recueillant au global 46% de citations parmi les inégalités les plus graves (score identique à l'an dernier¹). Notons que la gravité des inégalités dans la prise en charge des personnes dépendantes, dans l'accès aux services publics et dans les transports et déplacements est davantage soulignée cette année, recueillant respectivement 29% (+4 points¹), 12% (+5 points¹) et 11% (+4 points¹) de citations au global.

Parmi les inégalités les plus répandues, on retrouve donc celles liées à l'emploi, au logement et à la possibilité de se soigner correctement, citées respectivement par 56%, 51% et 42% des Français interrogés, avec toujours une inversion de la hiérarchie entre le logement et la possibilité de se soigner correctement : les inégalités en termes de logement sont en effet jugées moins graves mais plus répandues que les inégalités dans l'accès aux soins. Soulignons que les inégalités liées à l'alimentation, à l'accès aux services publics et aux transports et déplacement sont davantage ressenties au quotidien en 2018, enregistrant toutes une hausse de 5 points¹ par rapport à 2017 (avec respectivement 26%, 13% et 13% de citations au global).

La maîtrise et l'utilisation des nouvelles technologies, nouvel item ajouté cette année, est peu perçue comme étant une inégalité grave et présente dans la société française (citée par 4% des personnes interrogées parmi les inégalités les plus graves et les plus répandues).

¹ Les évolutions entre 2017 et 2018 doivent être interprétées avec prudence en raison de l'évolution du corpus d'item : introduction de l'item « La maîtrise et l'utilisation des nouvelles technologies » en 2018.

Depuis le début du baromètre, la perception très partagée d'une société française inégalitaire s'accompagne d'une réelle volonté de lutter contre les inégalités. 62% des Français considèrent qu'il faut lutter contre les inégalités entre tous les individus contre 29% qui estiment qu'il faut accepter les inégalités entre les individus si celles-ci sont fondées sur le mérite. La notion d'égalité entre tous les individus résonne davantage auprès des sympathisants de Gauche (77%) et les catégories socioprofessionnelles inférieures (67%) tandis que les sympathisants de la République en marche, de Droite et les cadres sont plus favorables à la méritocratie (respectivement 49%, 42% et 40% à estimer qu'il faut accepter les inégalités si celles-ci reposent sur le mérite).

Afin d'assurer l'égalité des chances dans leur pays, **les Français estiment que des efforts particuliers doivent être en priorité entrepris en direction des personnes en situation de handicap et de pauvreté**, ces populations recueillant toutes deux 41% de citations, suivies des habitants des zones rurales isolées (35%) qui devancent désormais les habitants des quartiers où l'insécurité est forte (31%). Bien que les personnes étrangères soient perçues comme moins prioritaires, l'importance accordée aux populations immigrées et migrantes progresse cette année, citées respectivement par 13% et 11% des Français interrogés (vs 9% et 6% en 2017²). Les personnes ne maîtrisant pas les nouvelles technologies, item introduit cette année, arrivent en fin de classement avec 9% de citations, devant les gens du voyage (4%).

Dans ce contexte, **les mesures de lutte contre les inégalités recueillent toujours l'adhésion de la majorité des Français, notamment lorsqu'elles sont destinées aux enfants, et ce malgré quelques légères baisses enregistrées cette année** : 87% (-2 points) sont favorables à la généralisation des formations à distance pour des enfants ne pouvant pas se déplacer pour des raisons de santé ; 84% (-3 points) sont favorables à un accompagnement médico-social à la fois au sein des classes ordinaires et dans le cadre des activités périscolaires pour les enfants en ayant besoin et 77% (-6 points) sont favorables à l'adaptation des temps de scolarisation en fonction de l'état psychologique de l'enfant. **A contrario, les mesures destinées aux populations étrangères divisent toujours les Français** : 43% d'entre eux sont favorables à la mise à disposition de formulaires administratifs en langue étrangère pour les personnes ne maîtrisant pas correctement le français et 39% sont favorables à la mise à disposition de logements vacants pour les migrants arrivant en France. Enfin, l'accompagnement et la scolarisation des mineurs non-accompagnés arrivant en France (item introduit cette année) est pour sa part approuvé par 63% des personnes interrogées.

Même s'ils sont moins cités cette année, **les recruteurs, les politiciens et les enseignants restent en tête des professions devant le plus faire attention à ne pas créer de discriminations, preuve d'une volonté de combattre les inégalités dans les sphères professionnelle, politique et éducative**. Les recruteurs dans les entreprises recueillent 55% de citations, soit 6 points de moins que l'an dernier ; les hommes et femmes politiques 51% de citations, soit 3 points de moins et les enseignants 45% de citations, soit 7 points de moins. Arrivent ensuite les bailleurs et acteurs du logement (39%, -3 points) et les forces de l'ordre (36%, -12 points).

² Les évolutions entre 2017 et 2018 doivent être interprétées avec prudence en raison de l'évolution du corpus d'item : introduction de l'item « Les personnes ne maîtrisant pas les nouvelles technologies » en 2018.

Si l'égalité rassemble, les Français sont partagés sur la définition de la laïcité et sur l'identité de la France

L'importance du principe d'égalité entre les citoyens prédomine toujours, cité par 55% des Français, suivi de la liberté d'expression (42%) puis de la laïcité (33%) qui recule de 4 points cette année dans la hiérarchie des principes républicains les plus importants. **Elle demeure toutefois un élément important de l'identité de la France pour 84% des Français**, dont 35% qui considèrent que c'est un élément essentiel pour l'identité du pays. Les sympathisants de Gauche et de la République en marche y attachent encore plus d'importance (respectivement 91% et 90% considèrent que la laïcité est un élément important pour l'identité de la France). Les personnes âgées sont également plus sensibles à ce principe : 43% des Français âgés de 65 ans et plus le citent parmi les deux principes républicains les plus importants (soit 10 points de plus par rapport à l'ensemble des Français) et 92% estiment que c'est un élément important dans l'identité de la France (soit 8 points de plus par rapport à l'ensemble).

Pour autant, la laïcité reste un principe complexe à définir. Il n'y a en effet toujours pas de consensus sur sa définition : si la liberté de culte et de conscience et l'égalité entre tous les citoyens sans distinction de religion se distinguent des autres définitions (citées respectivement par 21% et 20% des Français), aucune définition n'émerge réellement. A noter la séparation des religions et de la politique, davantage associée au principe de laïcité cette année avec 16% (+4 points) de citations.

Ainsi, plusieurs acteurs apparaissent comme étant les plus capables de défendre la laïcité en France aujourd'hui : si l'école se maintient à un niveau stable et élevé (citée par 56% des Français et plus encore par les sympathisants de Gauche (70%)), **l'Etat et les collectivités territoriales poursuivent leur progression**, recueillant respectivement 44% et 40% de citations, soit 5 points de plus pour chacune de ces institutions. Une implication étatique d'autant plus importante aux yeux des sympathisants de la République en marche (66% de citations au global). **A contrario, 20% des Français interrogés continuent d'estimer que personne ne défend la laïcité, un score relativement stable depuis 2016.**

Enfin, l'identité de la France est très clivante : une majorité relative (37%, +3 points) considère désormais qu'il s'agit d'un pays d'origine chrétienne contre 32% (+2 points) qui estiment que c'est un pays laïque et 30% (-5 points) pour qui la France est un pays multiconfessionnel. Ces perceptions sont bien souvent le fruit d'une lecture politique mais aussi générationnelle : si les sympathisants de Gauche et de la République en marche se positionnent davantage sur l'identité laïque du pays (respectivement 41% et 39%), les sympathisants de Droite, et notamment du Rassemblement national, sont plutôt d'avis que la France est un pays d'origine chrétienne (respectivement 59% et 65%). De même, 48% des 65 ans et plus considèrent que c'est un pays d'origine chrétienne contre 28% auprès des moins de 35 ans, ces derniers étant plus nombreux à estimer qu'il s'agit d'un pays multiconfessionnel (37%).

Questions d'actualité : Europe et citoyenneté

A quelques mois des élections européennes, 6 Français sur 10 (61%) ont le sentiment d'être des citoyens européens, une citoyenneté européenne particulièrement ressentie par les sympathisants de la République en marche (89%) et de Gauche (74%), par les plus jeunes (69% auprès des 18-24 ans) mais aussi par les plus âgés (68% auprès des 65 ans et plus). A l'inverse, 31% des Français ne se considèrent pas comme citoyens européens, un sentiment plus prononcé chez les sympathisants de Droite (46%) et en particulier auprès des sympathisants du Rassemblement national (62%).

Lorsqu'on leur demande ce que signifie être citoyen, **ils répondent de manière quasi-unanime que cela implique de respecter la loi (90%) et d'avoir des devoirs (87%)**. Plus de 7 Français sur 10 considèrent qu'être citoyen, c'est aussi lutter contre les discriminations (74%) et être solidaire avec les plus démunis (71%), éléments qui trouvent un écho encore plus favorable chez les sympathisants de Gauche (respectivement 87% et 85%). A contrario, **le lien entre citoyenneté et participation à la vie politique et à la vie associative est moins systématique**, avec respectivement 62% et 59% de citations.

Quelles que soient les expressions de la citoyenneté citées, **les Français s'accordent à dire que l'on apprend à devenir citoyen d'abord dans sa famille** (citée en premier par 52% des répondants et recueillant 89% de citations au total) **puis à l'école** (recueille 34% de « premières citations » et 92% des citations totales). Les sphères familiale et éducative sont complétées par **les activités extra-scolaires** (73% de citations au total) tandis que les associations (27%) et médias (13%) jouent un rôle mineur dans l'apprentissage de la citoyenneté.

Bien que la majorité des Français interrogés se considère comme citoyen européen, **ils expriment toutefois des avis assez partagés quant à l'Europe et la construction européenne**. Si une majorité relative estime qu'il s'agit d'une belle promesse pour l'avenir même si tout n'est pas satisfaisant (38%), un quart des répondants (26%) considère néanmoins que c'est un beau projet mais n'y croit plus vraiment. Une minorité non négligeable perçoit l'Europe et la construction européenne de manière négative, 18% des Français estimant que cela a surtout eu des effets négatifs tandis que 8% (seulement) déclarent que cela a beaucoup d'effets positifs. **Sans surprise, les sympathisants de la République en marche se montrent davantage europhiles** (22% estiment que cela a beaucoup d'effets positifs, soit 14 points de plus par rapport à l'ensemble et 58% que cela reste une belle promesse pour l'avenir même si tout n'est pas satisfaisant, soit 20 points de plus par rapport à l'ensemble) **tandis que les sympathisants du Rassemblement national se montrent plus eurosceptiques** (53% se positionnent sur l'item « Cela a surtout eu des effets négatifs » versus 18% auprès de l'ensemble des Français).

Enfin, dans une Union européenne traversée par de nombreuses inégalités en termes de développement économique notamment, les responsabilités de l'UE doivent être orientées en priorité vers ses Etats membres afin de les réduire : assurer avant tout une coopération et un soutien mutuel entre eux (80%), réduire les inégalités (72%), aider les régions les plus défavorisées de l'UE (70%) et les personnes les plus défavorisées de l'UE (68%). **Les avis sont plus mitigés concernant l'aide aux pays tiers (hors UE)** : 53% des Français estiment que l'UE a pour responsabilité d'aider les pays les moins développés en dehors de l'UE à se développer contre 35% qui pensent l'inverse. **De forts clivages**

politiques s'expriment sur le sujet, avec d'un côté des sympathisants de Gauche et de la République en marche favorables à ce que l'UE impulse une dynamique d'entraide entre les pays membres de l'UE mais aussi en direction des pays hors UE et de l'autre des sympathisants du Rassemblement national qui préféreraient privilégier un repli identitaire.

Questions d'actualité : l'Union européenne et la politique d'accueil des migrants

Dans ce contexte, **il serait plus efficace aux yeux des Français d'adopter des mesures à l'échelle européenne plutôt qu'à l'échelle nationale pour la moitié des domaines testés**. C'est notamment le cas concernant **la politique migratoire** (59% à l'échelle européenne versus 24% à l'échelle nationale), **la politique étrangère** (55% vs 28%) et **l'intégration des migrants** (54% vs 26%). Ce point de vue est particulièrement partagé par les sympathisants de la République en marche et de Gauche qui privilégient plus encore l'adoption de mesures à l'échelle européenne tandis que les sympathisants du Rassemblement national sont pour que les mesures soient prises à l'échelle du pays : en termes de politique migratoire, 75% des sympathisants de Gauche et 74% des sympathisants de la République en marche estiment qu'il serait plus efficace d'adopter des mesures à l'échelle européenne contre 38% auprès des sympathisants du Rassemblement national. Même constat en termes d'intégration des migrants : 69% des sympathisants de Gauche et 64% des sympathisants de la République en marche optent pour des mesures prises à l'échelle européenne contre 34% chez les sympathisants du Rassemblement national.

Concernant l'accueil des migrants, l'Union européenne doit avant tout être, pour la grande majorité des Français, garante du soutien mutuel entre les pays membres de l'UE (72% de favorables contre 18% d'opposés) **et de la mise en place de politiques communes en matière d'intégration des migrants** (67% contre 22%).

De fait, les mesures proposées pour soutenir l'intégration des immigrés suscitent une forte adhésion, que ce soit obligatoire ou facultatif : 75% des Français interrogés sont pour rendre obligatoire les programmes d'intégration et les cours de langue à l'arrivée des immigrés (dont 42% *tout à fait* d'accord), 74% pour soutenir la scolarisation des enfants (dont 35% *tout à fait* d'accord), 74% pour l'instauration de programmes d'intégration (dont 35% *tout à fait* d'accord) et 73% sont favorables à ce que des cours de langue soient proposés à leur arrivée (dont 36% *tout à fait* d'accord). **Seule la mise en place de mesures sévères pour combattre les discriminations recueille un peu moins d'adhésion chez les répondants**, 63% considérant que cette mesure permettrait de soutenir l'intégration des immigrés contre 24% d'avis contraires.

Soulignons que la question de l'intégration des migrants divise profondément les Français avec de forts clivages politiques qui s'expriment, à la fois sur les responsabilités de l'UE et sur les propositions qui pourraient soutenir cette intégration. S'affrontent les sympathisants de Gauche et de la République en marche qui expriment des avis très favorables et les sympathisants du Rassemblement national qui manifestent un rejet vis-à-vis de la politique d'intégration des migrants. A titre d'exemple, 86% des sympathisants de Gauche et 85% des sympathisants de la République en marche estiment que rendre obligatoire les programmes d'intégration et les cours de langue soutiendrait l'intégration des immigrés tandis que 40% des sympathisants du Rassemblement national s'y opposent. De même, si la mise en place de mesures sévères pour combattre les discriminations suscite une

forte adhésion chez les sympathisants de Gauche et de la République en marche (respectivement 81% et 77%), elle fait débat auprès des sympathisants du Rassemblement national (56% de « Pas d'accord »).

La question de l'intégration des migrants fait également ressortir des différences de perception en fonction du niveau de diplôme : de manière générale, plus les répondants possèdent un niveau de diplôme élevé, plus ils se montrent favorables à ce que l'UE favorise l'intégration des migrants et expriment des avis positifs quant aux propositions soutenant cette intégration. Par exemple, 70% des Français ayant un niveau de diplôme inférieur au Baccalauréat considèrent que rendre obligatoire les programmes d'intégration et les cours de langue soutiendrait l'intégration des immigrés, score qui s'élève à 75% auprès des Français ayant le niveau Baccalauréat (identique à l'ensemble des Français) et à 78% auprès de ceux diplômés de l'enseignement supérieur. De la même manière, la mise en place de mesures sévères pour combattre les discriminations est beaucoup plus approuvée par les Français diplômés de l'enseignement supérieur (68%) que par ceux ayant le Baccalauréat (62%) et ceux avec un niveau de diplôme inférieur au Baccalauréat (56%).

Enfin, les Français sont partagés sur l'implication de leur pays et de l'UE pour encourager l'intégration des migrants : si une petite majorité considère qu'ils en font assez (51% en ce qui le gouvernement français et 47% pour l'UE), un tiers pense le contraire (33% pour le gouvernement français et 38% pour l'UE). Notons qu'une majorité de sympathisants de Droite estiment que les efforts réalisés par le gouvernement et l'UE sont suffisants (respectivement 63% et 61% d'adhésion) tandis que des efforts pourraient encore être faits aux yeux des sympathisants de Gauche (43% considèrent que le gouvernement français n'en fait pas assez et 45% lorsqu'il s'agit de l'UE). **L'intégration des immigrés et des migrants se révèle être un sujet complexe à traiter, nécessitant une lecture politique mais aussi socio-culturelle (selon le niveau de diplôme notamment).**

Un souhait d'engagement très peu présent chez les Français

15% des Français déclarent avoir souhaité s'engager pour une cause au cours des dernières années. Notons que les jeunes et les employés et ouvriers sont encore moins nombreux à souhaiter s'engager dans la vie publique : un souhait exprimé par 10% des moins de 35 ans (contre 20% auprès des 50 ans et plus) et par 9% des employés ouvriers (contre 18% des indépendants, cadres et professions intermédiaires).

Le bénévolat pour une association reste à leurs yeux la manière la plus efficace pour s'engager et défendre la cause souhaitée, citée par 39% d'entre eux. Suivent loin derrière l'adhésion à une association (12%) et le vote (10%).

Parmi les Français qui ont exprimé le souhait de s'engager pour une cause ces dernières années, **la lutte contre les inégalités et pour les Droits de l'Homme reste en tête des causes citées spontanément, pour laquelle 30% des Français souhaiteraient s'engager.** Arrivent ensuite **la lutte contre la faim qui sensibilise davantage les Français cette année,** citée par 15% des répondants, soit 7 points de plus qu'en 2017, et **la lutte contre la maladie et le handicap** (14%, -2 points). La lutte pour la cause animale qui avait bondi l'an dernier retrouve un niveau similaire à celui de 2016 avec 9% de citations (-7 points).

Focus sur la « société inclusive » : forte hausse de la notoriété de la « société inclusive » et de la notoriété des PEP

La notoriété de la « société inclusive » progresse fortement cette année : plus de la moitié des Français (54%, +14 points) déclare avoir déjà entendu l'expression « société inclusive » et 2 Français sur 10 voient bien de quoi il s'agit (+9 points). Certains publics sont plus exposés à l'expression « société inclusive », à savoir les cadres (69%), les sympathisants de la République en marche (65%), les sympathisants de Gauche (63%), mais aussi les plus jeunes (62% chez les 18-24 ans) et les plus âgés (63% chez les 65 ans et plus).

La société inclusive reste néanmoins encore loin de la réalité française puisque seulement 23% des répondants considèrent que la société française actuelle peut être qualifiée de société inclusive contre 68% qui estiment qu'elle en est éloignée. **Les Français se montrent toutefois un peu plus optimistes car plus nombreux à penser qu'elle s'en rapproche (23%, +8 points),** en particulier les sympathisants de la République en marche (42%), les moins de 35 ans (36%) et les PCS+ (29%). Afin que la société inclusive puisse se réaliser, les Français désignent d'abord l'Etat (42%) comme étant l'acteur le plus capable de créer une société inclusive, suivi des collectivités locales (33%) qui devancent désormais l'école, moins citée cette année par rapport aux précédentes vagues du baromètre (30%, -7 points).

En parallèle, les Pupilles de l'Enseignement Public (PEP) voient également leur taux de notoriété fortement progresser cette année : près des deux tiers des Français (64%) déclarent connaître les PEP en 2018, soit 10 points de plus que l'an dernier. Cette hausse concerne aussi bien ceux qui déclarent très bien voir de quoi il s'agit (27%, +6 points) que ceux qui les connaissent de manière plus superficielle (37% les connaissent sans voir vraiment de quoi il s'agit, +4 points).

Fiche technique

Enquête réalisée pour : La fédération des PEP

Dates de terrain : du 17 au 20 décembre 2018

Méthodologie : Enquête réalisée par Internet, auprès d'un échantillon national de 1002 personnes représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus. La représentativité de cet échantillon est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence, région et catégorie d'agglomération).